

Georges FOUGERAND - OPPENHEIM

LA SHOAH EN HONGRIE



Arrivée d'un convoi de Juifs Hongrois au camp d'extermination de Birkenau – 28 juin 1944
(Photo : musée d' Auschwitz / Birkenau)

LA SHOAH EN HONGRIE est le prolongement du cycle *LA SHOAH, C'EST QUOI ?* qui retrace dans un contexte général, la mécanique, l'anatomie et la physiologie du processus de destruction des Juifs d'Europe.

L'assassinat de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants durant les derniers mois de la guerre, fut l'une des pires atrocités de la Seconde Guerre mondiale. Conscients de l'imminence de la défaite, Hitler et ses complices menèrent les opérations en toute urgence, avec une brutalité inégalée. Il ne leur fallut que 54 jours pour rassembler et déporter la population juive de Hongrie - 440 000 personnes – 148 trains – destination finale et sans retour : Auschwitz / Birkenau.

Nous avons tendance à voir la Shoah comme un événement monolithique, mais en réalité, le sort réservé aux Juifs différait d'un pays à l'autre. En Allemagne, de la prise de pouvoir par les nazis en 1933, à la fin du III^e Reich en 1945, l'extermination s'est déroulée sur 12 ans. Les Juifs ont été identifiés, on leur a confisqué leurs biens, puis on les a déportés à l'Est. Les deux premières étapes se sont étalées sur près de 8 ans, la déportation et la mort se sont concentrées sur 2 ans. En Pologne, le même processus s'est répété mais une nouvelle étape a été introduite : après l'identification et l'expropriation, on a enfermé les Juifs dans des ghettos pendant 2 à 4 ans avant de les envoyer à la mort. A partir de 1942, le principe s'appliquera avec des variantes à tous les pays d'Europe soumis aux lois nazies.

En Hongrie, il a fallu moins de 4 mois pour parvenir au même résultat. Les Allemands ont envahi le pays en mars 1944. Aussitôt, les Juifs furent identifiés et privés de tous leurs biens. En mai, la plupart d'entre eux étaient déjà regroupés dans des ghettos ; dès le 15 mai 44 les premières déportations étaient organisées, et le 8 juillet, près de 440 000 avaient été déportés à Auschwitz / Birkenau. Le 9 juillet 44, les Juifs de la capitale (Budapest) étaient les seuls rescapés dans un pays presque devenu *Judenrein* (débarassé des juifs). Leur calvaire ne faisait que commencer.

Avant l'arrivée massive des Juifs de Hongrie, Auschwitz / Birkenau était un des six camps d'extermination que les Allemands avaient installés en Pologne. Il n'avait pas été plus meurtrier que Belzec, Sobibor, Chelmno, Majdanek et sans doute moins que Tréblinka (ces camps furent créés à partir du début de 1942, dans le cadre de « l'action Reinhard »). Mais pendant les 8 semaines de déportations quotidiennes en provenance de toutes les régions hongroises, Auschwitz / Birkenau surpassa tous les autres camps et devint l'épicentre du processus d'extermination.

Si le sort des Juifs hongrois est si difficile à comprendre, c'est surtout parce que les exterminations se sont produites en 1944 soit 2 ans après le massacre de la plupart des Juifs des autres pays d'Europe. Au printemps 1944, il était évident que l'Allemagne était en train de perdre la guerre. La défaite n'était plus qu'une question de temps. Les Alliés disposaient d'informations fiables sur l'étendue des massacres et connaissaient la situation géographique de chaque camp d'extermination. Les chefs de la communauté juive hongroise étaient au courant de ce qui se passait et soupçonnaient ce qui risquait de leur arriver. Pourtant, personne ne formula le moindre avertissement – peu de choses furent tentées et moins encore furent menées à bien.

Avec le massacre des Juifs hongrois, les dirigeants des nations alliées reçurent des requêtes pour qu'on bombarde Auschwitz ; le Vatican, certains dirigeants des pays neutres et le roi de Suède lancèrent des appels dans le même sens à Horthy, le chef de l'Etat hongrois. Pourtant, les massacres se poursuivirent à un rythme sans égal dans toute l'histoire de la Shoah.

Le déroulement du thème « *LA SHOAH EN HONGRIE* » est découpé en 6 parties :

Chapitre 1 : Histoire des Juifs de Hongrie

Chapitre 2 : Histoire de la Hongrie (période 1930 – 1944)

Chapitre 3 : Les Allemands en Hongrie (1944)

Chapitre 4 : Les Juifs hongrois et les déportations (1944)

Chapitre 5 : Le rôle des Alliés (1944)

Chapitre 6 : Les Croix fléchées et le calvaire des Juifs de Budapest (1944)

Le cycle se termine par la projection du film / documentaire de James Moll « *LES DERNIERS JOURS* »

CHAPITRE 1

HISTOIRE DES JUIFS DE HONGRIE

La présence juive en Hongrie remonte à l'époque romaine. Ce que les nazis ont détruit en quelques mois, en 1944/45, constituait un aspect singulier de l'histoire juive, une culture plusieurs fois centenaire dont le développement fut étroitement lié à l'histoire hongroise.

La communauté juive hongroise moderne remonte à la fin du XVII^e siècle après que les Turcs ottomans qui, en 1526, avaient conquis la Hongrie, en furent chassés par les Habsbourg autrichiens. Les Turcs autorisaient les Juifs à s'installer dans les villes et les campagnes à condition d'exercer des professions utiles au système économique et de payer de lourds impôts. Ces juifs, venus principalement de Bohême, furent les pionniers de la communauté juive hongroise moderne.

Au cours du XVIII^e siècle, cette communauté passa de 15 000 à 80 000 personnes pour arriver à 130 000 en 1805. Elle était constituée principalement d'artisans et de commerçants qui ont largement contribué au développement des grandes manufactures. En dépit de diverses flambées d'antisémitisme, l'influence du siècle des Lumières permit aux Juifs de Hongrie d'améliorer leur situation. L'empereur Joseph II d'Autriche, qui régna de 1780 à 1790, signa une série de décrets destinés à « améliorer le sort » des juifs, en échange de la modernisation d'une partie de leurs structures socio-économiques et de l'abandon de certaines de leurs traditions. La plupart des Juifs consentirent à cet arrangement obtenant ainsi l'accès aux professions libérales et artistiques. Au XIX^e siècle, ils jouèrent un rôle de premier plan dans l'industrialisation du pays et dans la modernisation du commerce et du système bancaire.

Voyant croître sa prospérité, la communauté juive de Hongrie demanda que la discrimination fondée sur des raisons religieuses disparaisse. De nombreux nationalistes hongrois la soutenaient, œuvrant pour la création d'un Etat hongrois démocratique et moderne ; mais il fallut patienter jusqu'en 1867, date à laquelle la Hongrie devint autonome dans le cadre de l'empire des Habsbourg. Les Juifs devaient prouver qu'ils méritaient la pleine citoyenneté. La sagesse les poussa à proclamer haut et fort leur patriotisme et à servir l'Etat avec zèle pour asseoir leur statut. Les juifs réformistes combattirent farouchement les tenants de la tradition afin de rendre le judaïsme plus acceptable pour la majorité chrétienne. En accentuant les divisions entre juifs orthodoxes et néologues (libéraux), l'émancipation affaiblit la communauté juive de Hongrie, contribuant à saper sa capacité à affronter les crises.

Les problèmes ne se firent pas attendre.

Au cours du XIX^e siècle, la population totale juive de Hongrie connut un accroissement très important, passant de 130 000 en 1805 à 625 000 en 1880, puis à 915 000 en 1910 (5 % de la population globale), ce qui alarma certains nationalistes hongrois chrétiens. C'est à Budapest que l'impression d'explosion démographique se fit le plus ressentir : la population juive de la capitale passa de 1750 personnes en 1825 à 17 000 en 1850, 45 000 en 1870, 105 000 en 1890 et 204 000 en 1910 (soit pour cette dernière année : 25 % de la population de la ville, et 20 % de l'ensemble de la communauté juive du pays).

En 1910, 40 % des Hongrois travaillant dans le commerce, la finance et les professions libérales étaient Juifs. Ils possédaient ou géraient les plus grandes entreprises industrielles. Ayant désormais accès aux études supérieures, ils se tournèrent en masse vers les professions libérales : 55 % étaient avocats, 40 % médecins, 35 % journalistes. Ces pourcentages étaient encore plus élevés à Budapest où, à la même date, 55 % des chefs d'entreprises du secteur industriel, 65 % des personnes travaillant dans le commerce et la finance, 60 % des avocats, 50 % des médecins, 45 % des enseignants du scolaire et des universités, 30 % des ingénieurs étaient juifs.

Le mouvement de migration qui drainait des campagnes vers la capitale les Juifs du Nord et de l'Est du pays effraya et commença à contrarier les nationalistes hongrois. En avril 1875, Győző Istöczy (1842-1915), un député du Parlement hongrois, affirma que les Juifs étaient devenus trop nombreux et trop puissants en Hongrie. En dépit de l'égalité qui leur avait été accordée, soutenait-il, les Juifs ne

se comportaient pas comme les autres citoyens, et préservait leur particularisme. Enfin, l'arrivée constante de « Juifs de l'Est » représentait, selon lui, une menace pour l'identité hongroise et pour les chrétiens.

Dans un premier temps, les chrétiens hongrois considéraient avec admiration ces entrepreneurs juifs qui apportaient à leur pays une prospérité dont tous bénéficiaient. Toutefois, lorsque l'économie s'emballa et que l'inflation fit augmenter les prix des produits manufacturés plus vite que ceux des produits agricoles, la petite noblesse terrienne hongroise vit ses revenus diminuer, et ses fils durent s'orienter vers la fonction publique et les professions libérales où ils se trouvèrent en concurrence directe avec les juifs. On commença à accuser la « main-mise » juive sur l'économie d'être la cause de tous les maux de la société, et Istöczy devint le champion de l'antisémitisme. En octobre 1883, le Parti antisémite fut fondé afin de « protéger » hommes d'affaires, artisans et agriculteurs chrétiens.

La rupture entre juifs et chrétiens fut marquée par le retour du vieux mythe selon lequel les juifs commettaient des meurtres rituels de chrétiens. En avril 1882, une jeune fille avait disparu d'un village situé au Nord de Budapest. Le curé de la paroisse accusa les juifs d'être à l'origine de la disparition, et ses allégations furent reprises par la presse catholique et largement répétées par Istöczy. Plusieurs juifs de la région furent arrêtés, et une enquête fut ouverte par un procureur. Après 3 mois de procès, les accusés furent finalement jugés non coupables, mais le mal était fait. Au lendemain du verdict, toute la Hongrie fut le théâtre de violences antisémites, et il fallut faire appel à la troupe pour réprimer les troubles dans la capitale.

Le parti antisémite d'Istöczy enleva 17 sièges aux élections législatives de 1884. Même si sa représentation déclina par la suite, ce parti fut à l'origine de violences antisémites incessantes. En 1892, l'Eglise catholique encouragea la création d'un parti populaire catholique qui reprit plusieurs des idées d'Istöczy. Pour Monseigneur Prohaszka, le chef de ce nouveau parti, le « cancer juif » rongerait de toutes parts la nation hongroise chrétienne.

Durant les années 1890, l'antisémitisme s'enracina profondément dans la société hongroise. Déçue par la modernisation et les changements économiques, la petite noblesse s'en prit aux Juifs, qu'elle rendait responsables de tous les effets indésirables du progrès. Mis en concurrence avec les juifs, les étudiants et membres des professions libérales chrétiens se plaignaient qu'il y en avait beaucoup trop dans « leur » pays. Afin de justifier l'exclusion renouvelée des juifs, les ultra-nationalistes hongrois ajoutèrent une dimension raciale au nationalisme chrétien-hongrois. Devenus à présent « doublement étrangers » du fait de leur « race » et de leur religion, les juifs ne pouvaient dorénavant plus devenir de véritables Hongrois. La défaite et les pertes de territoires lors de la Grande guerre contribuèrent à placer l'antisémitisme au centre de la politique hongroise. Début octobre 1918, le gouvernement hongrois contacta son homologue américain pour tenter de parvenir à un accord de paix séparé avec les alliés, tandis que les Tchèques, Slovaques et Croates rompaient leurs liens avec les Austro-Hongrois. Une révolution éclata à Budapest portant au pouvoir un gouvernement libéral démocratique présidé par le comte Mihály Károlyi (1875-1955). Le 3 novembre, l'armistice fut proclamé, et la Hongrie devint une république indépendante, mais l'élan vers un changement radical ne pouvait être freiné. En mars 1919, le gouvernement Károlyi fut renversé par Béla Kun, qui prit le pouvoir et imposa un régime de type soviétique.

Qui était Béla Kun ? (1886-1939)

Né dans une famille juive orthodoxe de Transylvanie, il a d'abord appartenu à l'aile gauche des sociaux-démocrates. Fait prisonnier sur le front russe en 1916, envoyé dans un camp, il découvre le bolchevisme et adhère au parti communiste. Revenu en Hongrie en 1918, il se lance dans l'action révolutionnaire. Avec les communistes, ils noyautèrent les syndicats et les conseils de soldats qui contrôlaient les rues et finalement proclamèrent la République soviétique de Hongrie. Près de 18 membres (sur 29) du comité de Béla Kun étaient juifs. De nombreux juifs occupaient des postes importants dans la police, la milice révolutionnaire et les instances locales du nouveau pouvoir. Cette prépondérance avait plusieurs causes. Les radicaux étaient majoritairement issus de l'intelligentsia – (un groupe social dans lequel les juifs étaient fortement représentés). La révolution promettait de mettre fin à la discrimination et aux préjugés dont ils avaient souffert. La vision d'une société dans laquelle l'appartenance ethnique, nationale ou religieuse n'aurait aucune importance était particulièrement attractive pour les intellectuels juifs.

Le régime communiste de Béla Kun fut toutefois de courte durée.

Les contre révolutionnaires hongrois se regroupèrent sous la conduite de l'amiral Miklós Horthy (1868-1957) pour comploter sa chute. En avril 1919, l'armée roumaine envahit la Hongrie pour mettre fin à la révolution. Simultanément, « l'Armée nationale hongroise » de Horthy s'employait à écraser les « Soviétiques » de Kun, ville après ville, avec l'appui d'une multitude de sociétés secrètes ultranationalistes, anticommunistes et antisémites. Le sinistre et inquiétant développement de la haine du juif se déployait de plus en plus largement.

Les chefs et les organisations de toutes les obédiences chrétiennes donnèrent leur bénédiction à la contre révolution, contre l'athéisme des communistes. Le nationalisme hongrois, l'antijudaïsme chrétien, l'anticommunisme et l'antisémitisme composaient à présent un mélange hautement explosif. A chaque opération de l'Armée nationale hongroise et des sociétés secrètes, des Juifs étaient battus, torturés et assassinés. L'occupation de Budapest par l'armée roumaine, début août, permit l'installation d'un gouvernement de droite dirigé par Horthy, qui prit le titre de Régent et fit régner la terreur contre révolutionnaire. D'août à novembre 1919, plus de 200 Juifs périrent à l'occasion d'une série de pogromes sanglants.

Au plus fort de cette « terreur blanche », de jeunes juifs de Budapest, principalement des étudiants, organisèrent des groupes d'autodéfense. De ce fait, les universités devinrent la cible favorite du nouveau régime antisémite et contre révolutionnaire. Du fait que les révolutionnaires étaient des intellectuels, comptant parmi eux un nombre important d'étudiants juifs, les antisémites conclurent que les universités étaient le creuset du bolchevisme juif. Le nouveau Premier ministre, Pál Teleki (1879-1941), déposa un projet de loi qui interdisait à toute personne ayant participé aux mouvements révolutionnaires de fréquenter les universités, et limitait le nombre des étudiants juifs à 6% , ce qui correspondait au pourcentage de Juifs dans la population hongroise. Cette règle du *numerus clausus* fut dans l'ensemble fort bien accueillie par une grande partie des universités. Ainsi, les professeurs de l'université de Budapest ne cachaient pas leur sympathie pour les étudiants chrétiens qui s'en prenaient aux étudiants juifs et réclamaient l'établissement de quotas. En dépit des protestations de la communauté juive, la loi fut votée en septembre 1920 et son impact fut dramatique. Alors que l'université de Budapest comptait 4 300 étudiants juifs en 1918, elle n'en avait plus que 459 en 1921, et des milliers de jeunes juifs durent aller étudier à l'étranger.

Les Juifs de Hongrie n'en continuèrent pas moins de lutter pour l'abrogation de cet acte de discrimination, avec l'aide de certains membres du parti social-démocrate et du parti libéral. Mais leurs efforts ne réussirent qu'à entraîner un accroissement du nombre des émeutes antisémites provoquées par les étudiants, sous la conduite de Gyula Gömbös (1886-1936), qui allait devenir par la suite une personnalité politique marquante et un farouche antisémite.

Les pertes territoriales imposées à la Hongrie par le traité de Trianon en 1920 altérèrent gravement la situation des Juifs du pays. Tant que la Hongrie avait été un empire multinational dans lequel dix millions de Hongrois imposaient leur loi à dix autres millions d'habitants appartenant à diverses nationalités, les Juifs, qui ne demandaient qu'à se « magyariser » avaient été des alliés précieux. Leur expérience du commerce ne faisait qu'augmenter leur valeur. Mais dans un pays devenu majoritairement « magyar », ils constituaient désormais la seule minorité ethnique importante. Leur prééminence dans des secteurs entiers de l'économie devenait manifeste et ne pouvait manquer de susciter du ressentiment. De plus, à la suite de la perte des territoires occupés, des milliers de fonctionnaires se retrouvèrent au chômage – à présent, non seulement les juifs n'étaient plus nécessaires, mais ils barraient la route du travail aux « vrais » Hongrois. Beaucoup d'organisations professionnelles n'acceptèrent plus les juifs ou limitèrent leur nombre en vertu de la règle des quotas. Les clubs sportifs et les associations, tout comme les fameux casinos chers à la haute société hongroise, se donnèrent le mot pour les exclure systématiquement. Pour la majorité des Hongrois, la tentative d'assimilation des Juifs avait vécu.

CHAPITRE 2

HISTOIRE DE LA HONGRIE (période 1930 – 1944)

Débordé par l'ampleur de la crise économique mondiale déclenchée par le krach de 1929, le premier ministre démissionne en 1931. Le comte Karolyi lui succède mais échoue à relancer l'économie. En 1932, Horthy appelle au gouvernement Gombos, l'homme fort de la droite populaire. Réputé pour son antisémitisme, celui-ci se résigna à travailler avec de « bons juifs » pour le bien du pays. Tout en se rapprochant de l'Italie fasciste, et de l'Allemagne nazie, il préserva le statut des Juifs de Hongrie.

Toutefois, l'évolution des mentalités devenait de plus en plus claire. Daranyi succéda à Gombos en 1936. Les milieux d'affaires non juifs et l'armée firent pression pour qu'il réduise la place des Juifs dans la société hongroise. L'annexion de l'Autriche par les Allemands en mars 1938, augmenta cette pression. Les Hongrois ne pouvaient espérer récupérer les territoires perdus en 1919 qu'avec l'aide de la nouvelle puissance allemande, et la meilleure façon de courtiser les nazis consistait à imiter leur politique antijuive.

Le 8 avril 1938, Daranyi déposa devant le parlement un projet de loi qui proposait de limiter à 20% le nombre de juifs autorisés à exercer certaines professions libérales. Socio-démocrates et libéraux s'opposèrent vigoureusement à ce projet qui fut tout de même voté en mai 1938. Les débats avaient largement permis le développement d'une rhétorique pernicieuse et raciste, dirigée contre les juifs et le judaïsme. Paradoxalement, ses effets économiques furent très négligeables dans la mesure où elle était très difficile à appliquer, d'autant que le gouvernement hésitait à affaiblir l'économie en s'attaquant à ses éléments les plus productifs.

Mais ce n'était pas fini. En septembre 1938, à la conférence de Munich, Hitler obtint le démembrement de la Tchécoslovaquie et l'octroi d'une récompense territoriale à la Hongrie, ce qui conforta l'opinion générale que la Hongrie dépendait de son alliance avec le III^e Reich. Il prétextait, pour durcir la loi antijuive, l'annexion de la Carpatie-Ruthénie un territoire où vivaient 78 000 Juifs.

D'autre part, les droits politiques des Juifs étaient également remis en cause, puisqu'une loi fut énoncée en proposant d'interdire aux juifs d'acquiescer la nationalité hongroise et de se présenter aux élections législatives et municipales. De manière plus inquiétante encore, était également prévu d'autoriser le gouvernement à saisir leurs biens afin de les utiliser pour faciliter leur « émigration ». Une autre loi fut votée par le Parlement le 4 mai 1939. Ses effets sur la population juive furent immédiats et dévastateurs : 80% des Juifs travaillant à Budapest étaient directement concernés et, au bout de un mois, 15 000 d'entre eux avaient perdu leur emploi. Ils seraient 25 000 un an plus tard.

Le gouvernement hongrois tira profit de sa politique antisémite, qui lui valut une confortable victoire aux élections législatives de mai 1939. Notons au passage que l'extrême droite fut bien représentée puisque les Croix fléchées obtinrent 48 députés sur 260. Ferenc Szalasi, le nouveau leader des Croix fléchées, exigea à l'automne 1940 une législation copiée sur les lois de Nuremberg. Il voulait organiser la ségrégation totale des juifs, les regrouper dans des ghettos. Un député germanophile déposa un projet de loi pour « la protection de la pureté raciale de la nation magyare » qui interdisait les unions entre juifs et chrétiens, et considérant de « race juive » les enfants issus de mariages mixtes, ainsi que certains convertis. Ce projet de loi fut adopté le 23 juillet 1941 ; il ouvrait la voie à l'isolation complète des Juifs.

A cette date, les troupes hongroises combattaient en URSS, en participant aux côtés des Allemands à la croisade nazie contre le « bolchevisme juif » qui allait servir de tremplin à la solution finale vers laquelle la Hongrie était inexorablement entraînée.

En août 1940, la Hongrie avait récupéré une grande partie de la Transylvanie cédée à la Roumanie en 1919 et qui avait amené 164 000 juifs de plus portant leur nombre à 725 000, dont environ 200 000 vivant dans la capitale

La nomination de Miklos Kallay comme Premier ministre en mars 1942, sembla donner aux Juifs hongrois l'espoir que leur gouvernement allait désormais les protéger de la férocité des antisémites. Kallay navigua entre l'apaisement de l'Allemagne et la préservation d'une certaine distance nécessaire aux manœuvres diplomatiques. Au cours de l'hiver 1941/1942, l'offensive allemande avait été stoppée devant Moscou et de ce fait, Kallay en tira les conséquences, cherchant à établir avec le Reich des relations prudentes.

Kallay était issu de la petite noblesse et considérait la terre comme la base de la nation hongroise. A ses yeux, le fait que des Juifs possédaient de grandes propriétés mettait en péril ce lien organique. Il fit voter en juin 1942 une loi autorisant l'expropriation des propriétaires terriens juifs. Quelques semaines plus tard, le Parlement vota un autre projet gouvernemental qui privait les institutions juives de toutes subventions et décidait que le judaïsme ne serait plus traité à égalité avec les autres religions.

Néanmoins, les relations germanos-hongroises restaient très tendues. En 1942, après la conférence de Wannsee, le gouvernement hongrois répondit officiellement que les Juifs de Hongrie étaient soumis à une législation très sévère et ne représentaient plus une menace pour personne. De plus, ils étaient utiles à l'économie de guerre hongroise qui était vitale pour les puissances de l'Axe. L'opinion publique hongroise ne réclamait pas de mesures radicales contre les Juifs, mesures difficiles à appliquer d'ailleurs, vu l'importance numérique de la communauté juive.

En avril 1943, l'armée allemande réussit à stabiliser le front de l'Est, et les dirigeants nazis eurent tout loisir de s'occuper de nouveau de l'irritante question des Juifs de Hongrie. Les 17 et 18 avril 1943, Hitler et Horthy se rencontrèrent au château de Klessheim près de Salzbourg, pour faire le point sur les relations germano-hongroises. Entre autres demandes, Hitler insista pour que le Régent de Hongrie mette en application dans son pays les mesures permettant de parvenir à la solution du problème juif, car un rapport dénonçait le fait que les Juifs occupaient encore des postes de responsabilité dans l'administration et le secteur économique.

La résistance aux exigences des nazis faisait partie d'une stratégie élaborée par Kallay pour tenter de sortir la Hongrie de la guerre. Les différentes déconvenues des puissances de l'axe, encouragèrent Horthy et Kallay à envoyer des émissaires auprès des Anglais et des Américains, afin d'éviter une occupation allemande ou une invasion soviétique que l'avancée de l'Armée rouge vers les frontières orientales de la Hongrie faisaient craindre. Hitler convoqua à nouveau Horthy le 18 mars 1944, pour réaffirmer ses nombreuses exigences auprès du Régent vieillissant, mais cette fois, son but véritable était d'éloigner le chef de l'Etat hongrois de son pays pendant que l'armée allemande l'envahissait.

Au matin du 19 mars 1944, conformément aux plans de l'opération « Margarethe », onze divisions allemandes occupèrent les points stratégiques du territoire hongrois tandis que Horthy était dans le train du retour. En arrivant à la frontière, il fut accueilli par Veessenmayer, qui était le plénipotentiaire du Reich, et véritable dirigeant de la Hongrie, n'ayant de comptes à rendre qu'au ministre allemand des Affaires étrangères et à Hitler.

Le sort des Juifs de Hongrie n'allait pas tarder à être scellé.

CHAPITRE 3

LES ALLEMANDS EN HONGRIE (1944)

De passage à Budapest en mars 1944, Kaltenbrunner le chef du RSHA (office central de sécurité du Reich) expliqua à Horthy que Hitler comptait sur la nomination d'un gouvernement germanophile. Le 22 mars, le Régent nomma comme Premier ministre Dome Sztojaj, et décida de demeurer à la tête de la Hongrie, dans l'espoir d'empêcher le pire et d'éviter que la panique ne s'empare de la population. Il expliqua clairement aux membres du nouveau gouvernement que la question juive relevait de leur compétence et qu'il ne voulait pas s'en mêler. Paradoxalement, il aurait mieux valu pour les Juifs de Hongrie que Horthy cède aux exigences des SS et nomme un Premier ministre issu des Croix fléchées, car cette nomination aurait constitué pour eux un signal d'alarme.

Sztojaj, n'avait pas d'étiquette et son gouvernement ne comprenait aucun représentant de l'extrême droite. En apparence, malgré l'occupation allemande, rien ne semblait avoir changé. La situation était si calme que la Wehrmacht se retira de Hongrie avant la fin mars 1944. Pourtant Sztojaj savait parfaitement ce que voulaient les nazis, et il était bien décidé à leur donner satisfaction. Il nomma à deux postes clés du ministère de l'Intérieur deux antisémites fanatiques, et leur confia le soin de régler les « affaires juives » avec les Allemands.

Ces deux « individus » nommés Endré et Baky organisèrent pour les nazis la solution finale en Hongrie. Ils commencèrent par évincer de l'administration tous les opposants et remplacèrent les préfets par des « hommes à eux » afin que leurs directives soient effectivement bien appliquées dans tout le pays. Ils nommèrent à la tête de la gendarmerie le colonel Ferenczy qui agissant au nom des autorités légitimes et se prévalant du prestige de l'amiral Horthy accomplit sa tâche avec zèle et empressement. De ce fait, les SS n'avaient que peu à faire et, c'est exactement ce qu'ils avaient espéré.

En préparant l'opération Margarethe, les SS avaient prévu d'engager moins de mille hommes, à savoir : 500 ou 600 membres de la Gestapo sous la direction de Winkelmann et un détachement spécial de 150 hommes relevant directement de Eichmann, chef de la section IV B 4 du RSHA qui était (mais doit-on le rappeler) responsable des affaires juives et de l'émigration.

Le détachement spécial envoyé par Eichmann en Hongrie comprenait les « spécimens » les plus brutaux, dont Wisliceny qui avait dirigé (entre autre) la déportation des juifs de Slovaquie et de Grèce et Dannecker qui s'était chargé de la déportation des juifs français, italiens et bulgares. Ce « corps d'élite » s'installa à l'hôtel Majestic de Budapest pour superviser les déportations de l'ensemble des Juifs de Hongrie

Sous le commandement d'Eichmann en personne, la « crème » des spécialistes de la déportation du RSHA se trouvait concentrée en une seule unité d'une brutalité dévastatrice. Ces hommes étaient à peine arrivés, le régime allemand en Hongrie à peine formé, que le processus de destruction démarrait avec une rapidité et une efficacité qui mettaient en évidence une expérience accumulée au cours de plusieurs années de déportation opérées à l'échelle de l'Europe.

Par une double manœuvre exécutée tambour battant, les Allemands amenèrent la direction de la communauté juive à la soumission absolue et mobilisèrent le gouvernement hongrois pour une action instantanée de destruction

Eichmann décida que les regroupements et les déportations se succéderaient d'est en ouest, pour finir par la capitale

CHAPITRE 4

LES JUIFS HONGROIS ET LES DEPORTATIONS (1944)

Eichmann s'imposa comme la seule autorité sur la question juive, et fit clairement comprendre à la communauté juive qu'il tenait son sort entre ses mains. Une de ses premières actions (le 19 mars 1944), fut de convoquer les représentants de la communauté juive de Budapest pour leur donner l'ordre de constituer très rapidement un Judenrat (Conseil juif). Il s'agissait de la première étape de la stratégie du génocide, déjà testée depuis 1939 dans les autres pays occupés. Ce « conseil juif » ayant pour fonction d'apaiser les inquiétudes des futures victimes et d'obtenir le maximum de coopération de leur part.

Le 21 mars 1944, à Budapest, Samuel Stern, président de la communauté libérale, prit la direction du Conseil central des juifs de Hongrie, assisté par des représentants de toutes les tendances. Dans la capitale, orthodoxes, libéraux et sionistes réussirent à coopérer, mais cette attitude constructive fut bien loin d'être la règle dans le reste du pays. Des clivages existants au sein de la population juive continuèrent d'entraver la transmission des informations et de réduire l'efficacité des instances centrales. Que savaient les dirigeants juifs de Budapest et les autres juifs du pays sur l'assassinat en masse des Juifs hors de Hongrie ? Cette question reste l'objet de débats animés. Des réfugiés des ghettos de Pologne et de Slovaquie apportaient dans les communautés où ils trouvaient asile des nouvelles concernant les déportations. Des prisonniers évadés d'Auschwitz-Birkenau envoyèrent des rapports détaillés sur les macabres préparatifs de l'arrivée des Juifs hongrois. Toutefois, les Juifs en général avaient naturellement tendance à ignorer les implications de ce qu'ils entendaient, et à se rassurer en se disant que si, depuis si longtemps, ils avaient été protégés d'un tel destin, il n'y avait aucune raison pour que cela change. Ils pensaient même qu'ils seraient épargnés.

Dix jours plus tard, Stern fut convoqué à l'hôtel Majestic pour y rencontrer Eichmann qui lui fit part des ses premières exigences : le Conseil devait ordonner aux juifs de porter l'étoile jaune et de dresser la liste de leurs biens ; il devait également choisir des quartiers et les maisons dans lesquels les juifs (y compris les convertis), seraient regroupés.

Toute la presse juive ayant été interdite, le « *le journal des juifs de Hongrie* », devint la seule source d'information de la population juive. Il recommandait à ses lecteurs de conserver leur calme, de continuer de travailler et d'obéir aux ordres du Conseil juif.

Au cours des quatre semaines qui suivirent la convocation de Stern par Eichmann, soit entre le 29 mars et le 28 avril 1944, les juifs se virent imposer l'obligation absolue de porter l'étoile jaune, puis l'interdiction d'utiliser un véhicule personnel ou les transports en commun, de téléphoner, d'écouter la radio et travailler dans le secteur privé comme le journalisme, le cinéma ou le théâtre. Le 20 mars, les autorités nazies donnèrent l'ordre de geler les avoirs juifs déposés dans les banques ; quatre semaines plus tard, les Juifs durent se plier à l'obligation de déclarer tous leurs biens et objets de valeur. Les préfets régionaux reçurent l'ordre d'utiliser l'Agence juive pour procéder à un recensement systématique de tous les Juifs du pays avec leurs adresses. Ces mesures coïncidèrent avec l'entrée en vigueur du système de rationnement.

A l'aube du 16 avril 1944, premier jour de la Pâque juive, les Juifs de Carpatho-Ruthénie furent réveillés brutalement et rassemblés sous la menace, en vue de leur « transfert », pour lequel ils n'étaient autorisés à emporter que le strict nécessaire.

Le 28 avril, la ghettoïsation fut étendue « légalement par décret » à toute la Hongrie. Tous les Juifs étaient désormais obligés de s'entasser dans des zones soigneusement délimitées, regroupant chacune environ 10 000 personnes. Le prétexte invoqué était que « la richesse » des Juifs leur permettait d'occuper un espace disproportionné par rapport à leur nombre, privant les « vrais hongrois » de logements décentes.

Quelques jours plus tard, des instructions secrètes concernant le regroupement, la création de ghettos et la déportation étaient envoyées aux préfets et aux maires : ordre était donné de diviser la Hongrie en six zones correspondant chacune à une ou deux zones de circonscriptions de gendarmerie.

Nous avons vus dans le chapitre précédent que Eichmann avait décidé que les déportations se feraient d'est en ouest pour des raisons de stratégie car l'avance des troupes soviétiques se faisait de plus en plus pressante. Nous allons donc analyser sommairement le processus de « liquidation » dans ces six zones.

Dans la zone I, où était situé Munkacs, un centre important du judaïsme hassidim, 194 000 personnes furent regroupées entre le 16 et le 28 avril 1944, et détenues dans des conditions épouvantables pendant près de un mois en attendant les trains nécessaires à leur déportation. Ce n'est qu'après une réunion tenue à Vienne le 4 et le 5 mai, que les nazis et les fonctionnaires hongrois déterminèrent l'itinéraire et obtinrent du matériel roulant indispensable. Par la suite, ils ne manquèrent jamais de locomotives et de wagons. Du 19 au 24 mai 1944, 110 000 juifs détenus à Munkacs et dans d'autres centres de même nature furent transportés vers Birkenau.

Dans la zone II, près de 98 000 Juifs furent regroupés entre le 3 et le 10 mai 1944. A Kalozsvar, où se trouvait une communauté importante, on enferma 18 000 personnes (hommes, femmes, enfants, vieillards) dans une briqueterie où il y avait seulement quinze robinets pour distribuer l'eau courante. Les déportations se déroulèrent du 15 mai au 8 juin 1944, portant le nombre total à 290 000 environ.

La zone III, dans laquelle se trouvaient les très anciennes communautés de Gyor et de Miskolc, comptait plus de 53 000 Juifs qui furent concentrés du 5 au 10 juin, puis déportés du 11 au 16 à bord de vingt trois trains. Des scènes terrifiantes d'horreur et de barbarie soulevèrent des protestations de la part de Monseigneur Apor, évêque de Gyor. Ses instances auprès du ministre de l'intérieur furent rejetées, et il fut même menacé d'emprisonnement.

Dans la zone IV, les 40 000 Juifs furent alors eux aussi regroupés du 16 au 26 juin, et leur déportation se déroula du 25 au 28 juin 1944. Les mauvais traitements infligés à ces personnes suscitérent de nombreuses protestations courageuses mais sans espoir.

Dans la zone V, se trouvait de nombreuses communautés juives dont la présence remontait à plusieurs siècles. Les regroupements ayant été effectués du 30 juin au 3 juillet, les déportations se terminèrent trois jours plus tard. Plus de 29 000 personnes furent envoyées à Birkenau.

Fin juin 1944, la vague d'extermination avait atteint la zone VI à savoir Budapest et les environs. Tandis que près de 200 000 Juifs résidaient encore à Budapest, plus de 24 000 de leurs coreligionnaires, habitant les villes voisines de la capitale furent regroupés du 30 juin au 3 juillet, avant d'être envoyés vers le nord entre le 6 et 8 juillet 1944. Avec ce dernier départ forcé, le nombre de juifs hongrois déportés fut de 434 351.

En comptant les reliquats de personnes déportées dans les six zones, nous arrivons donc à un total de 440 000 personnes (hommes, femmes, enfants, et vieillards) qui furent déportées et disparurent dans les chambres à gaz de Birkenau entre les mois de mai et juillet 1944 (trois mois).

Le camp de Birkenau avait fait l'objet de quelques réaménagements avant l'arrivée massive des juifs hongrois. En avril et mai 1944, une voie ferrée est créée depuis la gare de Oswiecim (Auschwitz en allemand). Cette portion de voie viendra jusqu'aux portes des chambres et sera surnommée comme dans les autres camps d'extermination « la rampe ». Les effectifs de la garde et du personnel SS avaient été considérablement augmentés et le nombre des travailleurs forcés du « sonderkommando » employé au service des chambres à gaz et des fours crématoires, était passé de 224 à 865. L'ensemble technique de « la mort » était constitué de deux chambres à gaz de grande capacité avec fours crématoires (crématoriums II et III) et de deux chambres à gaz de moyenne capacité avec fours crématoires (crématoriums IV et V). Ingénieurs SS et experts civils avaient vérifiés les fours crématoires et fait renforcer les cheminées afin qu'elles puissent supporter une chaleur intense et prolongée. Pour augmenter encore la capacité d'incinération, ils avaient fait creuser neuf fosses dans lesquelles les cadavres étaient brûlés à l'air libre sur des bûchers. Il fallut utiliser aussi deux chambres à gaz de fortune (des bâtiments de ferme) pour faire face à l'afflux des déportés. Jamais auparavant dans l'histoire de l'humanité (ni depuis), massacre d'un telle ampleur ne fut planifié aussi froidement, et exécuté dans des délais aussi courts.

CHAPITRE 5

LE ROLE DES ALLIES (1944)

Les informations et les renseignements détaillés sur Auschwitz-Birkenau, qui parvinrent dans les pays du monde libre à la mi-juin 1944, finirent par émouvoir l'opinion internationale. Les responsables de la communauté juive de Budapest suivaient avec horreur l'avancement des déportations. Le 26 mai 1944, le Judenrat avait adressé un télégramme de protestations à Andor Jarros le ministre de l'Intérieur, relayé par une lettre adressée à Eichmann le 28 mai. Inutile de préciser que les membres ne reçurent aucune réponse. C'étaient là des protestations bien timides au regard de la gravité des événements.

En janvier 1943, un Comité de secours et de soutien avait été créé à Budapest afin de venir en aide aux réfugiés juifs polonais et slovaques qui fuyaient les déportations dans leurs pays. Les principaux animateurs de ce comité de soutien étaient : Otto Komoly, président de l'Association sioniste hongroise, le Docteur Rezso Kasztner, et Joel Brandt, un homme d'affaires.

Début 1944, ils commencèrent à préparer des cachettes et des « bunkers » dans les caves et les sous-sols, tout en essayant de se procurer des armes.

Après le 19 mars 1944, les groupes sionistes utilisèrent trois types de stratégie. Certains furent envoyés en province pour prévenir du danger imminent. C'est ainsi que 8 000 personnes purent franchir la frontière et se réfugier en Roumanie. Malheureusement, beaucoup de communautés orthodoxes refusèrent de tenir compte des avertissements lancés par ces laïcs venus de la capitale.

Enfin ces « comités » entamèrent des négociations pour secourir les Juifs hongrois avec les autorités et les nazis eux-mêmes, négociations qui allaient se révéler plus prometteuses mais aussi les plus controversées.

Une des premières actions de ces comités, fut de se mettre en relation avec le conseil juif de Bratislava. En effet, dès 1942, les membres dudit conseil avaient versé une forte somme d'argent à Wisliceny avec l'espoir, vite déçu, de le décider à mettre fin aux déportations des juifs slovaques. Aussi, lorsque Wisliceny fut muté à Budapest, les sionistes hongrois, informés de sa vénalité, pensèrent-ils pouvoir acheter le salut des leurs en y mettant le prix. Aussi cynique qu'il était corrompu, Wisliceny profita de ces pourparlers pour s'amuser à les bercer de faux espoirs.

Mais un nouvel élément de « poids » arriva pour mener des négociations avec les dirigeants juifs des comités : Eichmann en personne, qui vint à Budapest le 25 avril 1944. Ce jour là, Kasztner fit une offre : si les SS arrêtaient les déportations, les juifs de Hongrie s'engageraient à fournir des vivres et du matériel de guerre. Eichmann en fit part à Himmler qui lui autorisa à poursuivre les négociations en stipulant bien qu'à ses yeux, les Juifs étaient encore tout-puissants (sic) et que Churchill et Roosevelt n'étaient que des marionnettes qu'ils manipulaient à leur guise.

Vers le 15 mai 1944, au moment où les déportations commencèrent, Eichmann informa Kasztner et Brand qu'il acceptait leur offre et leur demandait de le faire savoir aux alliés et aux juifs du monde entier. En échange de 10 000 camions qui seraient utilisés sur le front de l'Est, et d'un certain nombre de tonnes de produits alimentaires et de fournitures diverses, les déportations s'arrêteraient et les juifs seraient autorisés à émigrer vers le pays de leur choix, excepté la Palestine. Eichmann chargea Brand de transmettre la proposition en insistant pour qu'il se fasse accompagner de Bandi Grosz, un personnage douteux qui avait été mêlé à des opérations de renseignements pour le compte des Allemands. Brand et Kasztner comprirent plus tard que la présence de Grosz condamnait leur mission à l'échec, car des agents de Himmler l'avaient chargé de « sonder » les alliés occidentaux quant à la possibilité de signer une paix séparée permettant à l'Allemagne de retourner toutes ses forces contre l'Armée rouge. Mais soucieux (pour des impératifs stratégiques) dans l'alliance antinazie et flairant un piège, Churchill et Roosevelt se gardèrent de « mordre » à l'hameçon que leur lançait Himmler.

Joel Brand arriva à Istanbul (Turquie) le 19 mai 1944, et fit part de la proposition d'échanger des camions contre du « sang juif » à des représentants de l'Agence juive (administration autonome des juifs de Palestine) qui n'en crurent pas leurs oreilles. Informé de l'affaire, Sir Harold Mac Michael, haut commissaire britannique pour la Palestine, soupçonna d'une part un piège, et d'autre part pensa, en admettant que l'offre soit sincère, de voir débarquer en Palestine des milliers de juifs provoquant ainsi la colère des Arabes. Le 31 mai, le cabinet de guerre britannique étudia la proposition et conclut à une ruse grossière. Chaïm Weizman et les dirigeants sionistes d'Angleterre et de Palestine supplièrent les Anglais de ne pas rompre les négociations, mais ils ne parvinrent pas à les convaincre.

Alors qu'il gagnait Jérusalem pour y rencontrer les dirigeants sionistes, Brand fut arrêté par les services de renseignements britanniques et incarcéré à Alep, afin de l'empêcher de retourner à Budapest. Le 19 juillet 1944, la presse mondiale fut informée de l'affaire et le projet tomba à l'eau.

Mais Joel Brand était également porteur d'un appel aux alliés leur demandant instamment de bombarder les voies ferrées conduisant à Auschwitz-Birkenau (actions qu'ils pouvaient facilement exécuter depuis leurs bases aériennes installées en Italie). Cette idée avait déjà été soumise début mai 44 par les dirigeants juifs de Slovaquie. Fin juin, l'Agence juive à Jérusalem renouvela cette demande pressante. Les réponses anglaises et américaines à ces exhortations désespérées ont fourni depuis matière à une vive controverse. Churchill rédigea un compte rendu célèbre à l'attention de son ministre des Affaires étrangères (Anthony Eden), afin qu'il soumette le problème au haut commandement de la R.A.F, mais celui-ci en date du 3 août 1944 répondit qu'il ne disposait pas de suffisamment d'informations pour diriger les bombardiers à haut rayons d'action sur cet objectif. Pourtant, l'US Air Force envoyait déjà des missions de bombardements contre l'usine de caoutchouc synthétique de Monowitz distante de à peine 10 km de Birkenau.

Cependant, il existait des informations précises, tels les renseignements rapportés par Rudolf Vrba et Alfred Wetzler, deux déportés juifs qui s'étaient échappés de Birkenau le 7 avril 1944. Ils avaient rejoint la communauté juive de Slovaquie deux semaines après leur évasion, et avaient averti ses dirigeants que le camp de Birkenau se préparait à une arrivée massive de Juifs en provenance de Hongrie. Leur rapport connu sous le nom de « protocole d'Auschwitz », fut envoyé en Suisse et au Vatican ou des militants juifs le portèrent aux alliés. En se servant de ce rapport, il aurait été possible de recouper des informations cruciales fournies par les prises de vue aériennes par les avions de reconnaissance qui préparaient les raids sur Monowitz. La publication de ces photos en 1978, provoqua de nouveau un débat sur les raisons, pour lesquelles Auschwitz-Birkenau n'avait pas été bombardé.

Le bombardement des voies ferrées aurait été la mesure la moins efficace, d'autant que celles-ci étaient facilement réparables, mais un raid sur Birkenau, même s'il risquait de faire des victimes parmi les Juifs emprisonnés, aurait pu ralentir de façon significative le processus d'extermination. Un raid début juillet 44, aurait pu sauver des dizaines de milliers de vies humaines, d'autant que beaucoup de détenus étaient prêts à donner leur vie pour que l'on détruise les chambres à gaz, comme l'a montré la révolte du Sonderkommando, du crématoire IV le 7 octobre 1944.

Le 26 juin 1944, Roosevelt envoya un message personnel à Horthy, exigeant l'arrêt immédiat des déportations. Deux jours plus tard, le roi de Suède ajouta sa voix au concert des protestations. Devant cette défense publique internationale des Juifs, la position de l'amiral Horthy devenait de plus en plus inconfortable. Quelques jours plus tôt, il avait confié à l'attaché militaire suisse sa crainte que les persécutions infligées aux juifs ne ternissent l'image de la Hongrie et n'interdisent tous contacts potentiels avec les alliés. A cette date, il était convaincu que l'Allemagne avait perdu la guerre. Le débarquement en Normandie à l'Ouest et l'avance de l'Armée rouge à l'Est était irrésistible. Lorsque l'aviation américaine bombardait pour la première fois Budapest le 2 juillet 1944 et que les canons et les « orgues de Staline » frappèrent les faubourgs de la capitale, Horthy pensa que le châtiment suprême frappait à sa porte.

Les Juifs de Budapest (intra-muros) pensèrent qu'ils étaient préservés du mauvais sort. Malheureusement, la pire des catastrophes allait s'abattre sur eux.

CHAPITRE 6

LES CROIX FLECHÉES ET LE CALVAIRE DES JUIFS DE BUDAPEST (1944)

Le changement d'attitude de Horthy suite aux innombrables protestations internationales intervenait juste à temps, semblait-il, pour épargner les Juifs de la capitale, estimés à 165 000, seuls survivants de la communauté juive hongroise. Entre le 16 et le 21 juin 1944, ils avaient été contraints de s'installer dans 1 800 maisons marquées de l'étoile jaune. Eichmann avait fixé au 10 juillet la date limite pour les déportations, mais Horthy, exigea de le départ des agents de la Gestapo et du RSHA et le 7 juillet, annonça officiellement la fin des déportations. Toutefois, ces dernières se poursuivirent encore pendant deux jours, au cours desquels furent liquidés les Juifs des petites villes proches de la capitale.

Pendant quelques semaines, les Juifs de Budapest purent croire qu'ils étaient sauvés. Horthy affirma que le gouvernement hongrois allait reconnaître la validité des passeports que la Suède avait délivrés à 700 personnes, et permettre l'émigration de 7 000 autres vers la Palestine. Le 7 août 1944, il limogea le ministre de l'Intérieur Jaross et le 25 Stojay. Le nouveau Premier ministre nommé fut le général Géza Lakatos qui était un ami fidèle du Régent, et son objectif principal était de rompre avec l'Allemagne et de faire la paix avec les Alliés afin d'éviter une occupation soviétique. Pour rendre crédible son offensive diplomatique, il ordonna la levée des mesures discriminatoires qui frappaient les Juifs de la capitale et retira aux SS tout contrôle sur les affaires juives

Le 8 octobre 1944, la Hongrie proposa officiellement aux alliés occidentaux d'ouvrir des négociations de paix. Sachant que cette démarche provoquerait la colère de Hitler, Horthy avait fait des préparatifs militaires pour résister à une deuxième invasion de l'armée allemande, et prévu l'arrestation des dirigeants pro-nazis du terrible mouvement des Croix fléchées. Mais Hitler le devança, les SS donnèrent asile aux chefs des Croix fléchées et un petit commando SS kidnappa le fils de Horthy. Les nazis déposèrent le régent et portèrent au pouvoir Ferenc Szalasi et les Croix Fléchées. Horthy fut contraint de reconnaître la nomination de Szalasi avant d'être envoyé en captivité en Bavière. L'agonie des survivants juifs de Budapest allait se prolonger pendant quatre mois d'atrocités.

Les Croix fléchées fêtèrent leur « victoire » par cinq jours de terreur qui firent des centaines de victimes juives. Eichmann revint à Budapest achever sa besogne avec l'aide du nouveau ministre de l'Intérieur Gabor Vajna, chez qui le fanatisme pro-nazi allait de pair avec une profonde bêtise.

Les 165 000 Juifs de la capitale étaient à présent confrontés à un danger menaçant. Le 20 octobre 1944, tous les juifs de seize à soixante ans se virent intimer l'ordre de rejoindre des bataillons de travail. Chaque jour, pendant une semaine, des groupes d'hommes et de femmes, furent raflés dans les maisons portant l'étoile jaune, jusqu'à que 35 000 furent regroupés dans un camp situé à la périphérie de la ville. Dans le même temps, à la demande de Eichmann, environ 50 000 furent envoyés dans des bataillons de travail en Allemagne. Le 8 novembre 1944, 25 000 juifs prirent à pieds la direction de l'Autriche. A la fin de l'automne 1944, sur les 70 000 personnes condamnées à ces marches forcées plus des trois quart périrent ou furent abattues dans des conditions épouvantables. Quand aux survivants, ils arrivèrent dans un triste état aux camps de concentration de Mauthausen et de Gunskirchen.

Entre le 29 novembre et le 3 décembre 1944, les Juifs qui se trouvaient encore à Budapest furent regroupés dans un ghetto entouré de murs situé au cœur du quartier juif. Début janvier 1945, ils étaient plus de 70 000 sur une superficie extrêmement réduite. Comme il n'y avait pas de place pour enterrer les morts, ceux-ci étaient empilés près des tas d'ordures ou de réfugiés sans toit. Tandis que l'Armée rouge encerclait la capitale, les Croix fléchées se déchaînèrent avec une violence inouïe contre les juifs, faisant des incursions meurtrières dans le ghetto et enlevant les habitants pour les conduire sur les bords du Danube où ils se livrèrent à des exactions dignes de la pire barbarie avant de les fusiller et de les jeter dans les eaux glacées du fleuve. Début janvier 1945, 10 000 cadavres s'amoncelaient dans les rues enneigées de la capitale.

Durant ces mois de folies sanguinaires, les diplomates des pays neutres sauvèrent des milliers de vies. Les réactions internationales avaient été tardives et diverses. La Suède fut le premier pays à

réagir, mais à la fin de juillet 1944, seuls 650 Juifs ayant des liens authentiques avec ce pays s'étaient vu délivrer un passeport suédois, mais c'est seulement après l'arrivée de Raoul Wallenberg dans la capitale hongroise que le nombre de passeports délivrés crût de façon significative.

Raoul Wallenberg (1912-1947 ?) était issu d'une puissante famille de banquiers qui contrôlaient un large secteur de l'économie suédoise. Trois jours après son arrivée, Wallenberg obtint de Sztojay qu'il accepte la délivrance de 5 000 passeports diplomatiques suédois à des Juifs ayant l'intention d'émigrer en Palestine. Wallenberg parvint même à convaincre les chefs des Croix fléchées d'autoriser la création d'un « ghetto international » pour les Juifs porteurs de passeports délivrés par des pays neutres. Pendant une brève période, 15 000 Juifs furent ainsi protégés. Par ailleurs, la légation de Suède acheta des maisons (leur conférant du coup un statut d'extra-territorialité) pour y loger des Juifs, ou y installer des dispensaires et des orphelinats.

Sous le régime de Szalasi, les diplomates suisses délivrèrent des passeports à des Juifs, en utilisant comme courrier des membres du mouvement de jeunesse sioniste. A l'initiative de quelques courageux délégués, le comité international de la croix rouge (CICR) basé à Genève, finit par secouer son attentisme bureaucratique et acheta à Budapest quelques maisons sur lesquelles il fit apposer un écriteau avertissant que ces bâtiments étaient placés sous la protection d'une autorité neutre. Le Vatican, qui avait joué un rôle important dans l'ordre d'arrêt de juillet 1944, continua de jouer un rôle humanitaire qui, pour être tardif, n'en était pas moins louable.

Les 17 et 18 janvier 1945, l'Armée rouge perça les défenses de Budapest et libéra Pest, où se trouvait le ghetto dans lequel était regroupée la quasi totalité des Juifs de la capitale, mais l'ensemble de la ville ne fut totalement libéré que quelques semaines plus tard. Les Soviétiques trouvèrent 70 000 Juifs dans le ghetto, et 20 000 autres dans des cachettes ou des maisons de protection diplomatique.

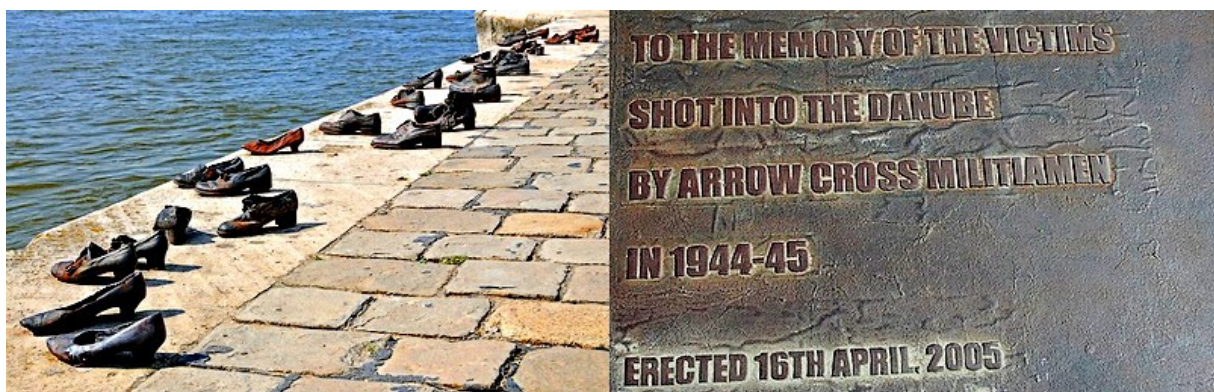
Les déportés et travailleurs forcés internés en Allemagne et dans d'autres zones sous contrôle allemand durent encore « patienter » quelques mois encore. En plus des 120 000 Juifs « miraculés » retrouvés vivants à Budapest et dans l'ensemble du pays, 25 000 réussirent à parcourir le long « chemin du retour » depuis différents lieux de leurs déplacements (travailleurs forcés ou camps de concentration). Quelques 46 000 personnes regagnèrent les provinces du pays et 65 000 autres rallièrent des régions intégrées à la Tchécoslovaquie, à la Roumanie et à la Yougoslavie. Une autre partie alla s'installer en Palestine et participa à la construction d'un nouvel état qui vit le jour en... 1948.

A Budapest se trouve un monument pour les Juifs hongrois abattus et jetés dans le Danube par les membres du Parti des Croix fléchées en 1944. Intitulé « Chaussures au bord du Danube » par le sculpteur Gyula Pauer et le réalisateur Can Togay, c'est un site très simple : 60 paires de chaussures et souliers de style ancien en fonte, jetés n'importe comment sur la rive du fleuve.

C'est l'un des monuments les plus poignants de Budapest. Les membres du Parti des Croix fléchées avaient demandé aux Juifs d'enlever leurs chaussures juste avant de les abattre et de les jeter dans le fleuve.

En trois points on trouve une plaque en fonte avec l'inscription « *To the memory of the victims shot into the Danube by Arrow Cross militiamen in 1944-45. Erected 16 April 2005* ». Ce qui se traduit par : « *A la mémoire des victimes tuées dans le Danube par des miliciens du Parti des Croix fléchées en 1944-1945. Erigé le 16 avril 2005* »

(Source texte et photos : www.toolito.com)



EPILOGUE

Nous venons d'étudier (rapidement) une sombre page de l'histoire de l'humanité. Dans l'ensemble des pays ravagés par la guerre, les juifs, généralement patriotes, pensaient que ce qui se passait dans les territoires occupés de l'Europe sous domination nazie était impensable venant de la part de l'Allemagne, grand pays civilisé.

En octobre 1942, quelques dignitaires hongrois contactèrent en secret les responsables du RSHA afin de négocier un transfert forcé de la population juive qui devait commencer avec 100 000 personnes vivant dans le Nord-Est de la Hongrie, mais Eichmann préféra attendre que les Hongrois eux mêmes finissent par accepter le déplacement de l'ensemble de toute la population juive. Mais l'occupation de la Hongrie par les Allemands le 19 mars 1944 fournit l'occasion attendue.

La chaîne d'événements qui conduisit à l'occupation prit naissance avec la défaite écrasante de l'armée allemande avec son alliée hongroise à Stalingrad début 1943. Comprenant que les forces de l'Axe avaient perdu la guerre, le gouvernement Kallay voulut se dégager de ses allégeances germaniques. Parfaitement au courant des négociations secrètes avec les alliés, Hitler décida de faire barrage aux projets hongrois, afin de protéger les intérêts du Reich.

L'occupation de la Hongrie permit aux Allemands d'appliquer le programme de la « solution finale » à une allure vertigineuse. Le temps étant alors devenu une donnée essentielle. L'Armée rouge approchait à grands pas de la Roumanie qui avait réussi un volte-face « remarquable » en se retournant contre l'occupant allemand ; les Alliés occidentaux préparaient le débarquement de Normandie sur le front Ouest et les autorités internationales ainsi que les responsables juifs de Hongrie connaissaient déjà la réalité des camps d'extermination de Pologne et d'Auschwitz-Birkenau. A l'exception de quelques « jusqu'au-boutistes », même les nazis comprenaient qu'ils avaient perdu. C'est pourquoi Hitler et les fanatiques SS étaient bien décidés à gagner la seule guerre idéologique qui restait en leur pouvoir, à savoir la destruction totale des Juifs d'Europe.

A cette époque, en 1944, la machine de destruction allemande avait prouvé son efficacité. Avec l'expérience acquise lors des massacres massifs des juifs de toute l'Europe sous domination allemande, les nazis étaient prêts pour une opération éclair. Ils modernisèrent leur usine de mort à Birkenau. En Hongrie, le détachement spécial du RSHA, constitué d'un groupe relativement restreint « de spécialistes » dirigé par Eichmann, bénéficia de l'appui enthousiasme du gouvernement de Sztojaj. Sans ce soutien inconditionnel du gouvernement hongrois, les nazis seraient restés impuissants. Les SS étaient surpris par l'ardeur avec laquelle leurs homologues hongrois participaient à la solution finale.

De la fin mars 1944 à mai 1944, ces hommes avaient achevé la première phase du programme : les Juifs étaient repérés, marqués, isolés, expropriés et parqués dans des ghettos ou autres endroits d'internement. Au cours des deux mois qui suivirent, ils furent soumis aux déportations et à l'extermination systématique la plus barbare et la plus rapide qui fût. Les déportations furent si massives que même les crématoires de Birkenau ne suffisaient plus. Lors de cette dernière campagne de la guerre contre les Juifs d'Europe, près de 440 000 juifs hongrois furent déportés, et lorsque les déportations prirent fin le 9 juillet 1944 (jour de l'arrivée de Wallenberg), toute la Hongrie, à l'exception de Budapest, était déjà *Judenrein*. (Vide des Juifs)

On peut noter l'amplitude de cette catastrophe dans les données statistiques suivantes : le 6 juin 1944, jour du débarquement de Normandie, trois convois arrivèrent à Birkenau avec plus de 12 000 Juifs de Transylvanie du Nord ; à la fin de cette même journée, les pertes des soldats alliés débarqués sur les plages normandes atteignaient la moitié de ce nombre de Juifs hongrois exterminés dans les chambres à gaz. Ce rythme de gazages continuera jusqu'au 9 juillet. Autre exemple : les pertes civiles et militaires britanniques, n'atteignent que la moitié des pertes de la communauté juive hongroise pendant la même période d'activités. Ces chiffres ne sont pas cités pour minimiser les sacrifices des Alliés, mais pour souligner l'amplitude de la Shoah en Hongrie.

Il y eut près de 600 000 victimes juives en Hongrie, soit environ 10% des pertes subies par la communauté juive d'Europe. (Ce nombre inclus les déportations avec mort directe dans les chambres à gaz de Birkenau et les décès à la suite de privations et de mauvais traitements infligés aux juifs enrôlés dans les bataillons de travaux forcés ainsi que des exactions meurtrières organisées par les

Croix fléchées à partir d'octobre 1944 et des décès survenus dans les camps de concentration situés en Allemagne et les décès engendrés par les suicides, les privations et les mauvaises conditions de vie qui se déroulèrent sur le sol national hongrois).

CONCLUSION ET NOTES PERSONNELLES

Aucun chapitre de l'histoire n'est aussi bien documenté que la Shoah. Mais le monde a-t-il tiré les leçons de la Shoah ?

L'humanité toute entière doit tirer les leçons afin de préserver l'avenir. Lorsque l'on songe aux grandes catastrophes postérieures à la Shoah, les crimes odieux engendrés au Nigéria, en Ouganda, au Rwanda, au Soudan, en République Démocratique du Congo, en Angola, au Cambodge, dans les Balkans, au Moyen Orient et dans divers endroits de la planète, on est enclin à penser que le monde n'a pas appris grand-chose.

L'Histoire est jonchée d'épisodes d'intolérance, de haine, de discriminations et de persécutions. On ne peut ignorer les souffrances infligées aux hommes et femmes à cause de leur « race », de la couleur de leur peau ou de leur foi. Il est maintenant généralement admis que la Shoah est un fait unique dans l'histoire des crimes contre l'humanité, car, contrairement aux autres génocides d'origine religieuse, ethnique ou politique, les nazis et leurs complices ont tenté (en vain) d'éliminer des êtres humains dont le seul « défaut » étaient d'être juifs, quels que soient leur âge, leur sexe ou le lieu de leur résidence. Il faut continuer d'enseigner la Shoah comme le possible sommet de l'abomination dont l'homme est capable lorsqu'il perd son intégrité morale dans le caractère sacré de la vie humaine.

Ne l'oublions pas.

Georges FOUGERAND - OPPENHEIM

ANNEXES

REFERENCES ET SOURCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Raphael Patay « *Les Juifs de Hongrie – Histoire et culture* » (Détroit éditions, 1996)
Raul Hilberg « *La destruction des Juifs d'Europe* » (Fayard, 1988)
David Cesarani « *L'Holocauste en Hongrie* » (Oxford, 1997)
David Cesarini « *Les derniers jours* » (Albin Michel, 1999)
Asher Cohen « *Persécutions et sauvetage* » (Cerf, 1993)
Randolph L. Braham « *L'abandon des Juifs, les Américains, et la solution finale* » (Flammarion, 1987)

Le film/documentaire de James Moll « *Les derniers jours* » qui retrace par des images d'archives et des interviews de rescapés de la Shoah et les heures les plus tristes de la Hongrie est produit par « *The Survivors of the Shoah Visual History Foundation* » fondé et présidé par Steven Spielberg.

REMERCIEMENTS

Remerciements particuliers à :

- Joelle Simony-Lafontaine, Présidente de l'AMJHL Montpellier
- André Moutot, ancien Président de l'AMJHL Montpellier
- Michel Weill, Fondateur et ancien Président de l'AMJHL Montpellier

Remerciements spéciaux à :

- Véronique Moutot-Narcisse (pour sa patience et son aide précieuse pour la révision des textes)